

En ce qui concerne l'offre de main-d'œuvre, une augmentation importante de l'immigration et un taux d'activité accru associés à une baisse de l'emploi agricole ont causé une augmentation de 5 p. 100 de la main-d'œuvre non agricole. L'emploi non agricole a augmenté de 5.5 p. 100 et le taux de chômage pour le Canada a été de 3.6 p. 100 contre 3.9 p. 100 en 1965. Les arrêts de travail résultant des différends ouvriers ont donné lieu à une perte de près de 5 millions de jours-homme de travail, soit plus du double du chiffre de 1965. À la faveur de facteurs tels un marché du travail serré et de fortes demandes de salaires, les taux des salaires ont augmenté de façon abrupte et ont dépassé de loin les gains de productivité qui, en 1966, avaient beaucoup diminué par rapport aux gains de 2.5 et 3 p. 100 des années récentes. Il en est résulté une augmentation sensible des coûts de l'unité de travail.

L'augmentation globale des prix, mesurée par l'indice synthétique des prix de la dépense nationale brute, était de 4.6 p. 100 en 1966 comparativement à 2.9 p. 100 en 1965. Les prix de la dépense personnelle, de la dépense publique et les prix à l'exportation ont tous augmenté et ont atteint des niveaux nettement plus élevés en 1966 que ceux des quatre années précédentes. Les augmentations des prix à l'importation, bien que plus élevées qu'en 1964 et 1965, étaient inférieures à celles de 1962 et 1963 alors que se sont manifestés les effets de la dévaluation. Dans la formation du capital fixe brut des entreprises, le taux d'augmentation a été légèrement inférieur à celui de 1964 et 1965 lors de l'augmentation des taxes de vente sur les machines de production et les matériaux de construction.

Un examen des éléments de la dépense personnelle révèle une forte augmentation du prix de l'alimentation, dont la majeure partie a porté sur les viandes et les produits laitiers. Dans les services, les loyers ont augmenté plus fortement qu'au cours des dernières années. Les prix relatifs aux services ménagers et à l'éducation ont accusé des augmentations supérieures à 10 p. 100 mais ceux des communications ont peu varié. Les prix des voitures neuves ont baissé de plus de 1 p. 100 mais les prix des meubles et de la bijouterie ont augmenté d'environ 4 p. 100. L'augmentation de 2 p. 100 de la taxe de vente en Ontario au cours du second trimestre de l'année a eu un effet marqué sur l'augmentation générale des prix des biens durables et des denrées autres que les aliments.

**Les composants de la demande.**—Les dépenses personnelles totales en biens et services ont atteint 34,800 millions en 1966, soit une augmentation de plus de 8.5 p. 100 sur 1965. Un gain de 9.5 p. 100 dans le revenu personnel disponible a permis non seulement cette dépense mais aussi une augmentation sensible du niveau de l'épargne personnelle. Bien que les trois éléments principaux des dépenses des consommateurs aient contribué à l'augmentation (la plus forte en pourcentage depuis 1952), le gain a été assez inégalement réparti et d'une nature différente de celle des deux années précédentes. Les biens non durables ont accusé un gain de 9.5 p. 100 comparativement aux augmentations respectives de 6.5 p. 100 et 5 p. 100 en 1964 et 1965. (En chiffres réels, les augmentations oscillaient autour de 5 p. 100 pour chacune des trois années.) Les biens durables ont accusé une augmentation de 4 p. 100 en 1966, la plus faible depuis 1961 et nettement inférieure aux augmentations de 10.5 p. 100 et 11.5 p. 100 des années 1964 et 1965. L'augmentation de 9 p. 100 des dépenses en services a égalé le gain de 1964 et a été de 1 p. 100 environ supérieure à celle de 1965.

La forte augmentation des dépenses en biens non durables s'est manifestée dans tous les secteurs, bien qu'une partie importante ait représenté des augmentations de prix plutôt que des gains réels. Par exemple, les dépenses en aliments ont augmenté d'environ 7.5 p. 100 en valeur mais seulement de 1 p. 100 en chiffres réels, les vêtements, de 6 p. 100 (valeur) et 2 p. 100 (chiffres réels) et le tabac, de 6 p. 100 (valeur) et 2.5 p. 100 (chiffres réels). Les augmentations des dépenses en boissons alcooliques, médicaments, et cosmétiques, cependant, ont représenté des gains importants en chiffres réels et en valeur. L'augmentation relativement faible des dépenses en biens durables est attribuable principalement à un niveau inchangé des achats de voitures neuves et d'occasion au regard de l'année précédente, faisant suite à des hausses de 12 à 14.5 p. 100 au cours des trois années